

§ 2. Au moins 75 % des subventions visées au § 1<sup>er</sup>, est affecté aux frais de personnel pour le personnel dont la moitié est porteur d'un diplôme d'interprète.

Il y a un coordinateur à temps plein.

Les membres du personnel sont remboursés conformément aux barèmes réglementaires et au régime des anciennetés fixés pour les structures d'accueil des personnes handicapées.

Le bureau central d'interprétation décide sur les barèmes appliqués pour le coordinateur et pour les autres membres du personnel.

§ 3. Au maximum 25 % des subventions visées au § 1<sup>er</sup>, est affecté aux frais de fonctionnement. »

**Art. 3.** L'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2000, est abrogé.

**Art. 4.** A l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « à 9 » sont remplacés par les mots « et 8 »;

2° dans la disposition du point 2°, le mot « 90 % » est remplacé par le mot « 80 % » et le mot « 10 % » est remplacé par le mot « 20 % ».

**Art. 5.** Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2000, le nombre « 6 000 » est remplacé par le nombre « 7 500 ».

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 7.** Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

M. VOGELS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2276

[C - 2002/27584]

#### **30 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 9 et 10;

Vu le décret du 21 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1984 relatif à l'octroi de subventions pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie;

Considérant la signature du Protocole de Kyoto en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la nécessité pour le Gouvernement wallon de se préparer à faire face à cette contrainte internationale;

Considérant le plan national belge de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, approuvé par le Gouvernement wallon le 30 juin 1994;

Considérant le plan d'environnement pour un développement durable, approuvé par le Gouvernement wallon le 9 mars 1995;

Considérant qu'il convient de soutenir les programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des entreprises et d'accroître la part des sources renouvelables d'énergie dans le bilan d'énergie primaire;

Considérant la signature de déclarations d'intention avec des secteurs industriels en vue de préparer un accord de branche visant à améliorer l'efficacité énergétique de ces secteurs;

Considérant qu'il est important de soutenir l'aide à la décision au sein des entreprises, en vue de leur permettre de mieux gérer leurs dépenses énergétiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 décembre 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions;

2° entreprise : toute personne morale du secteur privé qui exerce des activités agricoles, industrielles, ou de services en Région wallonne;

3° déclaration d'intention : convention signifiant l'intention des parties de préparer un accord de branche, c'est-à-dire, une convention par laquelle un secteur ou une branche d'activité, et les entreprises qui en font partie et qui le souhaitent, s'engagent, en partenariat avec les autorités publiques, à respecter un objectif d'amélioration de l'efficacité énergétique;

4° comptabilité énergétique : système de comptabilité des flux énergétiques permettant premièrement de nourrir les décisions à prendre en matière de gestion énergétique en assurant notamment la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par chaque produit, service ou entité, deuxièmement, l'établissement de ratios de consommation par produit ou service, et troisièmement, de donner, le cas échéant, l'alerte et de permettre le contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

5° efficacité énergétique : mesure de la manière dont l'énergie consommée est utilisée pour aboutir à des produits générant de la valeur ajoutée. Les consommations d'énergie sont exprimées en énergie primaire; les produits sont exprimés en unités physiques;

6° Administration : la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie du Ministère de la Région wallonne.

7° étude de pré-faisabilité : étude permettant de déterminer les caractéristiques technico-économiques générales d'un ou de plusieurs investissements dans une situation donnée, sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à ces investissements.

8° étude de faisabilité : étude permettant de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement.

9° source d'énergie renouvelable : source d'énergie renouvelable telle que définie à l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

10° cogénération de qualité : cogénération de qualité telle que définie à l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

#### CHAPITRE II. — *Subvention à l'audit énergétique*

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder aux entreprises une subvention pour réaliser des audits permettant d'évaluer la pertinence d'un investissement visant à utiliser plus rationnellement l'énergie ou à recourir à l'usage d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité, ou aboutissant à l'élaboration d'un plan d'action global visant à améliorer l'efficacité énergétique.

Ces audits sont conformes au cahier spécial des charges repris à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 3.** Les audits sont réalisés par un expert désigné par l'entreprise parmi les experts agréés conformément à l'article 8 du présent arrêté. L'expert désigné doit en outre :

1° être indépendant de l'entreprise et des sociétés chargées d'effectuer les travaux ou investissements décrits par l'expert;

2° ne pas être fournisseur d'énergie ou d'équipement visé dans l'audit;

3° fournir des références attestant de son expérience dans l'analyse des performances énergétiques des process ou activités similaires.

**Art. 4.** Le montant de la subvention est égal à 50 % des coûts éligibles déterminés dans le devis d'audit dûment approuvé par le Ministre.

Pour l'application de cet article, les montants s'entendent hors T.V.A.

Les coûts éligibles sont les prestations nécessaires à la réalisation de l'étude, ainsi que le coût de location ou de leasing des équipements de mesure éventuellement nécessaires pour atteindre cet objectif. Dans le cas d'investissements matériels, seule l'étude de pré-faisabilité constitue une dépense éligible. Sont exclus les frais ayant trait à l'étude de faisabilité ultérieure.

**Art. 5.** Pour les entreprises signataires d'une déclaration d'intention, et en ce qui concerne l'élaboration d'un plan d'action global visant à améliorer l'efficacité énergétique, le montant de la subvention se calcule comme suit :

1° la subvention, accordée sur base du devis de l'expert, peut couvrir des prestations internes à l'entreprise. Ces prestations doivent être validées par l'expert et jugées nécessaires à la réalisation de l'audit;

2° le montant de la subvention s'établit à 75 % des coûts éligibles tels que définis à l'article 4.

**Art. 6.** La demande de subvention telle que déterminée à l'annexe 3 du présent arrêté est introduite à l'administration, préalablement à la réalisation de l'audit. L'administration examine la pertinence de la demande de subvention sur base de la méthodologie et la rigueur technique proposée, l'adéquation du projet à étudier au contexte de l'entreprise, l'estimation de la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire et des émissions de CO<sub>2</sub> que pourraient, a priori, entraîner les investissements ou projets à étudier.

**Art. 7.** La liquidation de la subvention s'effectue sur base d'une déclaration de créance émise par l'entreprise accompagnée des justificatifs des dépenses et après acceptation par le Ministre du rapport final d'audit. Ce rapport comprendra au minimum trois chapitres distincts à propos des sujets suivants : paramètres énergétiques et économiques de l'objet audité, analyse de ces paramètres et de la pertinence de l'objet audité par rapport à des propositions alternatives, conclusions de l'expert, notamment en termes organisationnels pour l'entreprise, concernant la maintenance de l'objet audité, la conduite de l'objet audité et les investissements y afférant. Ce rapport final doit être remis à l'administration dans un délai ne dépassant pas un an à partir de la date à laquelle la promesse de subvention a été octroyée par le Ministre.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne physique ou morale peut introduire une demande d'agrément en tant qu'expert en audit énergétique. Cette demande doit être introduite par recommandé à l'Administration.

La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

- les nom et adresse et profession du demandeur;
- les titres, qualifications et références du demandeur dans le domaine de l'audit énergétique;
- les moyens techniques et collaborations dont le demandeur dispose.

§ 2. Le Ministre statue sur la demande d'agrément, après avis de l'Administration, qui a la faculté d'auditionner le demandeur. La décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

L'agrément est octroyé pour trois ans. Il est renouvelable sur base d'une demande de renouvellement introduite avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, il est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

§ 3. Lorsque l'Administration est amenée à constater des manquements de la part de l'expert agréé, que ce soit en terme de connaissances techniques, en terme de méthodologie et de rigueur, ou encore en terme de qualité du rapport d'audit, elle convoque l'expert. Après avoir invité l'expert à être entendu, l'Administration propose au Ministre, le cas échéant, l'envoi soit d'un avertissement, soit d'un retrait d'agrément temporaire ou définitif en qualité d'auditeur agréé. Le Ministre statue sur avis conforme de l'Administration. La décision de retrait d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

### CHAPITRE III. — *Subvention aux fédérations professionnelles*

**Art. 9.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions à des fédérations professionnelles d'entreprises appartenant à une même branche d'activité qui s'engagent à mener des opérations concernant un nombre significatif d'entreprises affiliées à la fédération, en vue d'une amélioration de l'efficacité énergétique de l'ensemble du secteur.

Le taux de la subvention est égal à 100 % des dépenses éligibles.

Sont seules considérées comme éligibles les dépenses relatives aux prestations visant à promouvoir l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'ensemble du secteur.

Pour l'application de cet article, les montants s'entendent hors T.V.A.

**Art. 10.** La demande de subvention est introduite à l'Administration préalablement à l'exécution des prestations. L'Administration examine la pertinence de la proposition de travail soumise, notamment en terme d'impact sur la mobilisation des entreprises membres vis-à-vis de leur gestion énergétique et en terme d'amélioration de l'efficacité énergétique de ces entreprises.

**Art. 11.** La liquidation de la subvention s'effectue sur base d'une déclaration de créance émise par la fédération accompagnée des justificatifs des dépenses et après acceptation par le Ministre d'un rapport présentant les opérations effectivement réalisées.

Le rapport final doit être remis à l'Administration dans un délai ne dépassant pas trois ans à partir de la date à laquelle la promesse de subvention a été octroyée par le Ministre.

### CHAPITRE IV. — *Comptabilité énergétique*

**Art. 12.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions à des entreprises pour mettre en œuvre un système de comptabilité analytique énergétique, conforme au cahier spécial des charges repris à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 13.** Le montant de la subvention est égal à 50 % des coûts éligibles, sur base d'un devis dûment approuvé par le Ministre. Les coûts éligibles concernent la fourniture, la pose, l'installation, la mise en place et le raccordement des instruments de mesure, leurs accessoires, la filerie, les armoires électriques, y compris les appareillages nécessaires au télé-service éventuel, les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données, ainsi que les coûts de formation à l'utilisation du système et la communication et à l'usage de ses résultats.

Pour l'application de cet article, les montants s'entendent hors T.V.A.

**Art. 14.** La demande de subvention telle que déterminée à l'annexe 3 du présent arrêté est introduite à l'Administration préalablement à toute exécution des tâches.

**Art. 15.** La liquidation de la subvention s'effectue sur base d'une déclaration de créance émise par l'entreprise, accompagnée des justificatifs des dépenses, après acceptation par le Ministre d'un rapport final présentant la comptabilité énergétique de qualité mise en place dans l'entreprise. Ce rapport doit être remis à l'Administration dans un délai ne dépassant pas deux ans à partir de la date à laquelle la promesse de subvention a été octroyée par le Ministre.

CHAPITRE V. — *Subvention pour agrément technique*

**Art. 16.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises qui sollicitent un agrément technique pour un de leurs produits contribuant à une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie.

Le taux de la subvention est égal, à 50 % des frais rendus nécessaires par la procédure d'agrément, tels que les frais d'essais techniques et de constitution du dossier.

**Art. 17.** La demande de subvention est introduite à l'Administration préalablement à toute exécution des tâches.

CHAPITRE VI. — *Règles communautaires de minimis*

**Art. 18.** Le présent arrêté est soumis aux règles de minimis visées à l'article 2 du règlement (CE) n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001.

Le Ministre arrête les modalités relatives au respect des règles de minimis et à l'obligation faite au bénéficiaire d'informer l'Administration de toute intervention publique reçue dans une période de trois ans précédant la date d'octroi de la subvention et durant les trois ans qui suivent cet octroi.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2002, date à laquelle l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1984 relatif à l'octroi de subventions pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie est abrogé.

**Art. 20.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mai 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

## ANNEXE 1

Cahier des charges minimal pour audit énergétique en vue d'établir la pertinence d'un investissement économiseur d'énergie ou ayant recours aux énergies renouvelables et à la cogénération de qualité, ou aboutissant à un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique

## Objectif

Audit énergétique en vue d'établir la pertinence d'un investissement économiseur d'énergie ou ayant recours aux énergies renouvelables et à la cogénération de qualité (étude de pré-faisabilité)

L'audit énergétique a pour objectif de permettre aux entreprises d'évaluer la pertinence d'un investissement visant à utiliser plus rationnellement l'énergie ou à développer l'usage d'énergie renouvelable.

Audit énergétique aboutissant à l'établissement d'un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique

L'audit énergétique a pour objectif d'aboutir à l'élaboration d'un plan d'action global visant à améliorer l'efficacité énergétique de l'entreprise. Ce plan d'action est constitué par l'ensemble des mesures que l'entreprise mettra en œuvre au cours des prochaines années, y compris les investissements permettant d'atteindre cet objectif. Il comprend une évaluation chiffrée de l'efficacité de chacune de ces mesures (réduction des consommations d'énergie, coûts), ainsi qu'un échéancier spécifiant l'échelonnement des investissements à consentir dans le temps.

## Exigences

Les audits énergétiques en vue d'établir la pertinence d'un investissement économiseur d'énergie ou ayant recours aux énergies renouvelables doivent aboutir :

— à l'analyse globale des flux énergétiques de l'entreprise : consommations d'énergie pour les trois dernières années par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) en unités physiques (MWh, T,...). Les facteurs de conversions en MWh d'énergie primaire des vecteurs énergétiques exprimés en unité physique brute seront communiqués par le Ministre;

— à l'identification et à la justification de la pertinence du projet initialement analysé et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants :

— la qualité technico-économique;

— l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne et des activités de maintenance requises;

— la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire;

— la diminution potentielle des émissions de CO<sub>2</sub>;

Toutes les hypothèses de travail doivent être clairement énoncées.

Les audits énergétiques aboutissant à l'établissement d'un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique doivent aboutir :

— à l'analyse globale des flux énergétiques de l'entreprise : consommations d'énergie pour les trois dernières années par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) en unités physiques (MWh, kWh, T,...). Les facteurs de conversions en MWh d'énergie primaire des vecteurs énergétiques exprimés en unité physique brute seront communiqués par le Ministre;

— à la comptabilisation annuelle, à l'échelle de l'entreprise, des consommations d'énergie et des volumes de production (en unités physiques), par produit, et éventuellement par ligne et/ou étape de production;

— à la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;

— à l'identification, la justification et l'évaluation technico-économique des meilleurs projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants :

— la qualité technico-économique;

— l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne et des activités de maintenance requises;

— la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire;

— la diminution potentielle des émissions de CO<sub>2</sub>;

— à l'établissement d'un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise, approuvé et présenté par l'entreprise.

Toutes les hypothèses de travail doivent être clairement énoncées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 30 mai 2002 relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé.

Namur, le 30 mai 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

J. DARAS

---

## ANNEXE 2

### Cahier des charges comptabilité énergétique

#### Objectif

La comptabilité énergétique s'applique à l'ensemble des consommations énergétiques d'une entreprise et a pour objectif de nourrir les décisions à prendre en matière de gestion énergétique, en assurant notamment :

— la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par chaque produit, service ou entité;

— l'établissement de ratios de consommation par produit ou service;

— une fonction d'alerte et de contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

— l'évaluation de l'impact de mesures mises en œuvre.

#### Exigences

La comptabilité énergétique doit permettre :

— le travail en unités physiques, à la fois pour les consommations d'énergie et les volumes de production (indépendance des prix et tarifs);

— la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;

— un suivi de la situation dans le temps, au minimum avec une fréquence mensuelle, conduisant à une réaction rapide à toute dérive, anomalie, ... :

— la prise en compte de toute variation importante du mix de produits, du niveau de production, de changement de procédé;

— L'intégration de toutes les étapes de gestion de l'information : acquisition et traitement des données pertinentes, construction d'indicateurs opérationnels, communication aux personnes susceptibles de prendre des mesures, suivi continu de l'évolution. Les résultats devront notamment pouvoir être présentés sous forme d'amélioration de l'efficacité énergétique et d'amélioration du bilan énergétique dans l'absolu.

Dans le fonctionnement d'une comptabilité énergétique, trois phases sont à distinguer :

- 1) le recueil des données;
- 2) le traitement des données;
- 3) l'interprétation des résultats.

#### 1. Le recueil des données

Le recueil des données doit permettre d'identifier les systèmes et les points de consommation, en distinguant, le cas échéant, les usages, et permet d'obtenir une vision d'ensemble des consommations.

Chaque point de consommation ou chaque ligne de production doit être identifié par :

- le vecteur énergétique utilisé;
- l'usage de l'énergie (chauffage ou non);
- le mode d'approvisionnement (compteur ou stockage);
- l'unité physique de comptage (litre, m<sup>3</sup>, kg, kWh,...);
- le facteur multiplicateur entre l'index et l'unité physique de comptage;
- le facteur multiplicateur pour standardiser la consommation en MWh.

#### 2. Le traitement des données

Les données mesurées doivent être enregistrées et de traitées de manière à

- standardiser les consommations énergétiques exprimées dans une même unité d'énergie : MWh;
- calculer les consommations énergétiques en unité d'énergie primaire;
- éliminer l'influence de la rigueur climatique dans les relevés de consommation en ramenant ceux-ci à la situation climatologique de référence sur base des degrés-jours;
- calculer les émissions de CO<sub>2</sub> pour une situation climatologique de référence;
- établir, pour chaque système et point de consommation, des ratios de comparaison ainsi qu'un tableau de performance tenant compte du taux d'utilisation des bâtiments et/ou des systèmes.

#### 3. Interprétation des résultats

Pour interpréter les résultats et en tirer les conclusions opérationnelles, il est nécessaire de bien connaître les bâtiments et les systèmes auxquels se rapportent les points de consommation.

Avec les résultats, il doit être possible d'observer notamment, le cas échéant, les éléments suivants :

- erreur de lecture, d'encodage ou dérive subite des consommations;
- problèmes de régulation;
- dérive progressive des consommations (manque d'entretien des équipements,...);
- apports gratuits en chauffage en saison douce;
- existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique;
- établissement d'un budget normal à coût constant de l'énergie;
- mesure des économies obtenues par les projets mis en place;
- ...

Les résultats doivent être présentés de façon claire et pouvoir être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 30 mai 2002 relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé.

Namur, le 30 mai 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

J. DARAS

## ANNEXE 3

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION EN VUE D'ETABLIR UN AUDIT  
OU UNE COMPTABILITE ENERGETIQUE**A. Renseignements relatifs à la société qui sollicite l'octroi de la subvention*****Dénomination de l'entreprise***

Etablissement :

Adresse :

Code postal/Localité :

Téléphone : .....

Fax : .....

***Personne habilitée à engager l'entreprise***

Nom/Prénom :

Fonction :

Téléphone : .....

Fax : .....

E-Mail :

***Personne de contact***

Nom/Prénom :

Fonction :

Téléphone : .....

Fax : .....

E-Mail :

***Description succincte des activités de la société ou de la division concernée par la demande******Objet de la demande (cochez une seule case)***

- Audit énergétique visant à établir la pertinence d'un investissement (étude de pré-faisabilité)
- Audit énergétique aboutissant à l'élaboration d'un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique, hors accord de branche
- Audit énergétique aboutissant à l'élaboration d'un plan global d'amélioration de l'efficacité énergétique, dans le cadre d'un accord de branche
- Comptabilité énergétique

***Informations disponibles concernant les consommations d'énergie des trois dernières années, y compris en ce qui concerne l'auto-production et la cogénération***

**B. Renseignements relatifs à la société proposée pour réaliser l'expertise**

--

**Dénomination de l'entreprise**

Nom (raison sociale) :	
Adresse :	
Code postal/Localité :	
Téléphone : .....	Fax : .....

**Personne de contact**

Nom/Prénom :	
Fonction :	
Téléphone : .....	Fax : .....
E-Mail :	

**Références et critère d'indépendance**

--



**C. Expertise****Problème posé par le demandeur****Objectifs en terme d'utilisation rationnelle de l'énergie et de diminution des émissions de CO<sub>2</sub>****Méthode et moyens utilisés pour atteindre l'objectif en fonction du problème posé****Coût total**

Devis de l'expertise présenté par la société pressentie pour la réaliser (H.T.V.A.), dont :

- frais d'études :
- prestations sur site :
- équipements de mesure et acquisition de matériel de mesure :
- frais d'installation
- frais de formation à l'utilisation et à la communication des résultats

**Calendrier d'exécution**

**D. Autres subventions**

Le demandeur doit déclarer les autres subventions de toutes origines qu'il a sollicitées et/ou obtenues pour le même objet, et indiquer toutes les aides reçues, de quelque nature que ce soit, sous le régime de minimis de la Commission européenne.

**E. Offre de l'expert**

Offre à annexer.

**F. Adresse d'envoi de la demande**

Ministère de la Région wallonne  
 Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie  
 Division de l'Énergie  
 Avenue Prince de Liège 7  
 5100 JAMBES  
 Tél. : 081-33 55 06  
 Fax : 081-30 66 00  
 E-Mail : energie@mrw.wallonie.be

Vu pour être annexé à l'arrêté du 30 mai 2002 relatif à l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé.

Namur, le 30 mai 2002.

Le Ministre-Président,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
 Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,  
 J. DARAS

---

 ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2276

[C — 2002/27584]

**30. MAI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1984 über die Gewährung von Zuschüssen für eine bessere Beherrschung des Energieverbrauchs in der Industrie;

In Erwägung der Unterschrift des Protokolls von Kyoto zur Verringerung der Emissionen von Treibhausgasen und der Notwendigkeit für die Wallonische Regierung, sich auf die Einhaltung dieser internationalen Verpflichtung einzurichten;

In Erwägung des von der Wallonischen Regierung am 30. Juni 1994 genehmigten belgischen Nationalplans für die Reduzierung von CO<sub>2</sub>-Emissionen;

In Erwägung des von der Wallonischen Regierung am 9. März 1995 genehmigten Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Programme zur Verbesserung der Energieeffizienz der Unternehmen und zur Steigerung des Anteils der erneuerbaren Energiequellen in der Primärenergiebilanz zu unterstützen;

In Erwägung der Unterschrift von Absichtserklärungen mit bestimmten Industriesektoren zwecks der Vorbereitung eines Branchenvertrags zur Verbesserung der Energieeffizienz dieser Sektoren;

In der Erwägung, dass eine Unterstützung der Entscheidungshilfe innerhalb der Unternehmen von Wichtigkeit ist, um diesen zu ermöglichen, ihre Energieausgaben besser zu beherrschen;

Aufgrund des am 10. November 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Dezember 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 7. Dezember 2000 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 17. Juli 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2° Unternehmen: jegliche juristische Person des privaten Sektors, die landwirtschaftliche, industrielle oder Dienstleistungstätigkeiten in der Wallonischen Region ausübt;

3° Absichtserklärung: Vereinbarung zur Erklärung der Absicht der Parteien, einen Branchenvertrag vorzubereiten, d.h. eine Vereinbarung, durch die ein bestimmter Sektor oder Wirtschaftszweig, und die dazugehörigen Unternehmen, die es wünschen, sich verpflichten, in Partnerschaft mit den Behörden eine Zielsetzung der Verbesserung der Energieeffizienz zu verfolgen;

4° Energiebuchhaltung: System zur Buchhaltung der Energieflüsse, durch das erstens die zu treffenden Entscheidungen im Bereich der Energiebewirtschaftung u.a. durch die Sammlung, Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der pro Erzeugnis, Dienststelle oder Einheit verbrauchten Energieträger dokumentiert und begründet werden können, durch das zweitens die Aufstellung von Verbrauchsquoten pro Erzeugnis oder Dienststelle ermöglicht wird, und durch das drittens gegebenenfalls Alarm gegeben und die Kontrolle eines übermäßigen Energieverbrauchs ermöglicht werden kann;

5° Energieeffizienz: Messung der Art und Weise, wie die verbrauchte Energie verwendet wird, um Produkte herzustellen, die einen Mehrwert schaffen. Die Daten bezüglich des Energieverbrauchs werden in Primärenergie ausgedrückt; die Produkte werden in physikalischen Einheiten ausgedrückt;

6° Verwaltung: die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region;

7° Durchführbarkeitsvorstudie: Studie, aufgrund deren die allgemeinen technisch-wirtschaftlichen Merkmale einer oder mehrerer Investitionen in einer bestimmten Sachlage, ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investitionen, festgelegt werden können;

8° Durchführbarkeitsstudie: Studie zur genauen Dimensionierung eines spezifischen Ausrüstungstyps oder einer Marke;

9° erneuerbare Energiequelle: erneuerbare Energiequelle nach der Begriffsbestimmung in Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

10° hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung: hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung nach der Begriffsbestimmung in Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts.

#### KAPITEL II — *Zuschuss für die Energiebilanz*

**Art. 2** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den Unternehmen einen Zuschuss gewähren um Bilanzen durchzuführen, die dazu geeignet sind, die Relevanz einer Investition zu bewerten, die darauf abzielt, die Energie auf vernünftiger Weise zu verbrauchen oder auf die Nutzung von erneuerbaren Energien und die Anwendung einer hochwertigen Kraft/Wärme-Kopplung zurückzugreifen, oder aufgrund deren ein allgemeiner Aktionsplan zur Verbesserung der Energieeffizienz zu Stande kommt.

Diese Bilanzen genügen dem in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass angeführten Sonderlastenheft.

**Art. 3** - Die Bilanzen werden von einem Sachverständigen durchgeführt, der von dem Unternehmen unter den gemäß Artikel 8 des vorliegenden Erlasses zugelassenen Sachverständigen bestellt wird. Der so bestellte Sachverständige muss außerdem:

1° gegenüber dem Unternehmen und den Firmen, die mit der Durchführung der Arbeiten oder Tätigkeit der Investitionen, die vom Sachverständigen beschrieben werden, beauftragt sind, unabhängig sein;

2° kein Energielieferant oder Lieferant einer in der Bilanz erwähnten Ausrüstung sein;

3° Referenzen geben, die seine Erfahrung in der Analyse von Energieleistungen in Verfahren, oder ähnliche Tätigkeiten bestätigen.

**Art. 4** - Der Betrag des Zuschusses entspricht 50 % der in Betracht zu ziehenden Kosten, die in dem vom Minister vorschriftsmäßig genehmigten Kostenvoranschlag der Bilanz festgelegt werden.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels verstehen sich die Beträge außer MwSt.

Die in Betracht zu ziehenden Kosten entsprechen den Leistungen, die zur Durchführung der Studie nötig sind, so wie die Kosten für die Miete oder den Mietkauf der Messeinrichtungen, die zum Erreichen dieses Ziels gegebenenfalls erforderlich sind. Im Falle von materiellen Investitionen bildet nur die Durchführbarkeitsvorstudie eine in Betracht zu ziehende Ausgabe. Die Kosten in Bezug auf die künftige Durchführbarkeitsstudie sind ausgeschlossen.

**Art. 5** - Was die Unternehmen angeht, die eine Absichtserklärung unterzeichnet haben, und im Rahmen der Ausarbeitung eines allgemeinen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz wird der Betrag des Zuschusses wie folgt berechnet:

1° der Zuschuss, der auf der Grundlage des Kostenvoranschlags des Sachverständigen gewährt wird, kann Leistungen innerhalb des Unternehmens decken. Diese Leistungen müssen vom Sachverständigen genehmigt und für die Durchführung der Bilanz als notwendig erachtet werden;

2° der Betrag des Zuschusses beläuft sich auf 75 % in der in Art. 4 bestimmten, in Betracht zu ziehenden Kosten.

**Art. 6** - Der in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass festgelegte Bezuschussungsantrag wird vor der Durchführung der Bilanz bei der Verwaltung eingereicht. Die Verwaltung untersucht die Relevanz des Bezuschussungsantrags aufgrund der vorgeschlagenen Methodik und Strenge in technischer Hinsicht, sowie die Übereinstimmung des zu untersuchenden Projekts mit der Sachlage des Unternehmens. Sie schätzt die potentielle Verminderung des Primärenergieverbrauchs und der CO<sub>2</sub>-Emissionen ab, die als Folge der zu untersuchenden Investitionen oder Projekte grundsätzlich erreicht werden könnte.

**Art. 7** - Der Zuschuss wird auf der Grundlage einer vom Unternehmen ausgestellten Forderungsanmeldung ausgezahlt, der die Belege für die Ausgaben beigelegt werden, unter der Voraussetzung, dass der Minister den Schlussbericht über die Bilanz genehmigt hat. Dieser Bericht umfasst zumindest drei unterschiedliche Kapitel über folgende Themen: energetische und wirtschaftliche Parameter des Gegenstands der Bilanz, Untersuchung dieser Parameter und der Relevanz des Gegenstands der Bilanz im Vergleich zu alternativen Vorschlägen, Schlussfolgerungen des Sachverständigen, insbesondere was die Organisation des Unternehmens angeht, über die Wartung und den Betrieb des Gegenstands der Bilanz sowie die sich darauf beziehenden Investitionen. Dieser Schlussbericht muss der Verwaltung innerhalb einer Frist übermittelt werden, die ein Jahr ab der Zusage zum Zuschuss seitens des Ministers nicht übersteigt.

**Art. 8** - § 1: Jede natürliche oder juristische Person ist berechtigt, einen Antrag auf Zulassung als Sachverständiger für Energiebilanzen einzureichen. Dieser Antrag muss der Verwaltung per Einschreiben zugeschickt werden.

Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Angaben:

— Name, Anschrift und Beruf des Antragstellers

— Befähigungsnachweise, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers im Bereich der Energiebilanz

— die technischen Mittel und Zusammenarbeitsmöglichkeiten, über die er verfügt.

§ 2. Der Minister befindet über den Antrag auf Zulassung, nachdem die Verwaltung dazu Stellung genommen hat, wobei sie die Möglichkeit hat, den Antragsteller anzuhören. Der Zulassungsbeschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von 3 Jahren gewährt. Sie ist auf der Grundlage eines Antrags auf Erneuerung, der vor dem Ablaufdatum der Zulassung eingereicht wird, erneuerbar. In diesem Fall wird sie bis zu dem Augenblick, in dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befunden hat, verlängert.

§ 3. Stellt die Verwaltung Mängel seitens des zugelassenen Sachverständigen fest, sei es auf dem Gebiet der technischen Kenntnisse, der Methodik oder der Strenge, oder auch was die Qualität des Berichts über die Energiebilanz betrifft, lädt sie den Sachverständigen vor. Nachdem sie den Sachverständigen aufgefordert hat, seine Erklärungen abzugeben, schlägt die Verwaltung dem Minister gegebenenfalls die Übermittlung einer Verwarnung, eines zeitweiligen oder endgültigen Entzugs der Zulassung als zugelassener Prüfer vor. Der Minister befindet nach gleichlautendem Gutachten der Verwaltung. Der Beschluss zum Entzug der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

#### KAPITEL III — Zuschüsse an Berufsverbände

**Art. 9** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister Berufsverbänden von einem gleichen Wirtschaftsbereich zugehörigen Unternehmen, die die sich verpflichten, Aktionen zu führen, die eine bedeutende Anzahl von dem Berufsverband angegliederten Unternehmen betreffen, Zuschüsse gewähren, um die Energieeffizienz des gesamten Sektors zu verbessern.

Der Bezuschussungssatz entspricht 100 % der in Betracht zu ziehenden Ausgaben.

Nur die Ausgaben bezüglich Leistungen, die darauf abzielen, die Verbesserung der Energieeffizienz des gesamten Sektors zu fördern, werden in Betracht gezogen.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels verstehen sich die Beträge außer MwSt.

**Art. 10** - Der Bezuschussungsantrag wird vor der Durchführung der Leistungen bei der Verwaltung eingereicht. Die Verwaltung untersucht die Relevanz des unterbreiteten Arbeitsvorschlags, insbesondere was die Auswirkung auf die Mobilisierung der angegliederten Unternehmen hinsichtlich ihrer Energiebewirtschaftung und die Verbesserung der Energieeffizienz dieser Unternehmen angeht.

**Art. 11** - Der Zuschuss wird auf der Grundlage einer von dem Verband ausgestellten Forderungsanmeldung ausgezahlt, der die Belege für die Ausgaben beigefügt werden, unter der Voraussetzung, dass der Minister den Bericht zur Darstellung der tatsächlich durchgeführten Aktionen genehmigt hat.

Der Schlussbericht muss der Verwaltung innerhalb einer Frist von höchstens drei Jahren ab der Zusage zum Zuschuss seitens des Ministers übermittelt werden.

#### KAPITEL IV — Energiebuchhaltung

**Art. 12** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den Unternehmen Zuschüsse gewähren, um ein System der analytischen Energiebuchhaltung gemäß dem in der Anlage 2 zum vorliegenden Erlass angeführten Sonderlastenheft einzuführen.

**Art. 13** - Der Betrag des Zuschusses entspricht 50 % der in Betracht zu ziehenden Kosten aufgrund eines vom Minister vorschriftsmäßig genehmigten Kostenvoranschlags. Die in Betracht zu ziehenden Kosten betreffen die Lieferung, die Aufstellung, das Anlegen und der Anschluss der Messeinrichtungen, ihres Zubehörs, der Kabel, der Schaltschränke, gegebenenfalls einschließlich der für die Fernwartung erforderlichen Geräte, der Datenspeicherungsgeräte und der Software zur Datenerfassung-, -analyse- und -validierung, sowie die Kosten für die Ausbildung zur Benutzung des Systems, Kommunikation und Verwendung der Ergebnisse.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels verstehen sich die Beträge außer MwSt.

**Art. 14** - Der in der Anlage 3 zum vorliegenden Erlass bestimmte Bezuschussungsantrag wird bei der Verwaltung vor jeglicher Durchführung der Aufgaben eingereicht.

**Art. 15** - Der Zuschuss wird auf der Grundlage einer von dem Unternehmen ausgestellten Forderungsanmeldung ausgezahlt, der die Belege für die Ausgaben beigefügt werden, unter der Voraussetzung, dass der Minister den Schlussbericht zur Darstellung der im Unternehmen eingeführten, qualitätsmäßig anspruchsvollen Energiebuchhaltung genehmigt hat. Dieser Bericht muss der Verwaltung innerhalb einer Frist übermittelt werden, die zwei Jahre ab der Zusage zum Zuschuss seitens des Ministers nicht übersteigt.

#### KAPITEL V — Zuschuss für die technische Zulassung

**Art. 16** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister Zuschüsse zugunsten der Unternehmen gewähren, die eine technische Zulassung für ein ihrer Erzeugnisse beantragen, das zu einer besseren Beherrschung des Energieverbrauchs beiträgt.

Der Bezuschussungssatz entspricht 50 % der Kosten, die infolge des Zulassungsverfahrens anfallen, worunter die Kosten für technische Versuche und für die Erstellung der Akte.

**Art. 17** - Der Bezuschussungsantrag wird vor jeglicher Durchführung der Aufgaben bei der Verwaltung eingereicht.

#### KAPITEL VI — Gemeinschaftliche Regeln über "De-minimis"-Beihilfen

**Art. 18** - Der vorliegende Erlass unterliegt den Regeln über "De-minimis"-Beihilfen, so wie sie in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Europäischen Kommission vom 12. Januar 2001 festgelegt sind.

Der Minister bestimmt die Modalitäten bezüglich der Einhaltung der Regeln über "De-minimis"-Beihilfen und der Verpflichtung für den Bezugsberechtigten, die Verwaltung über jegliche öffentliche Beihilfe, die er erhalten hat, innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren vor dem Datum der Gewährung des Zuschusses und während der drei Jahren nach dieser Gewährung zu informieren.

#### KAPITEL VII — Schlussbestimmungen

**Art. 19** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2002 in Kraft; an diesem Datum tritt der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1984 über die Gewährung von Zuschüssen für eine bessere Beherrschung des Energieverbrauchs in der Industrie außer Kraft.

**Art. 20** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Mai 2002

Der Minister-Präsident  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie  
J. DARAS

ANLAGE 1

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Energiebilanz zur Feststellung der Relevanz einer energiesparenden Investition oder einer Investition, die auf erneuerbare Energien oder hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückgreift, oder durch die ein allgemeiner Plan zur Verbesserung der Energieeffizienz erzielt wird

Zielsetzung

Energiebilanz zur Feststellung der Relevanz einer energiesparenden Investition oder einer Investition, die auf erneuerbare Energien oder hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückgreift (Durchführbarkeitsvorstudie)

Die Energiebilanz hat zum Zweck, den Unternehmen die Möglichkeit zu geben, die Relevanz einer Investition zu beurteilen, die darauf abzielt, die Energie auf rationellere Weise zu verwenden oder den Gebrauch einer erneuerbaren Energie zu entwickeln.

Energiebilanz, durch die ein allgemeiner Plan zur Verbesserung der Energieeffizienz erzielt wird

Die Energiebilanz hat zum Zweck, einen allgemeinen Aktionsplan zur Verbesserung der Energieeffizienz innerhalb des Unternehmens zu erstellen. Dieser Aktionsplan besteht aus dem Maßnahmenpaket, welches das Unternehmen im Laufe der kommenden Jahre durchführen wird, einschließlich der zum Erreichen dieses Ziels erforderlichen Investitionen. Die Energiebilanz umfasst eine quantitative Bewertung der Effizienz einer jeden dieser Maßnahmen (Reduzierung des Energieverbrauchs, Kosten) sowie einen Fälligkeitsplan, in dem die zu tätigen Investitionen über die Zeit verteilt sind.

Anforderungen

Die Energiebilanzen zur Feststellung der Relevanz einer energiesparenden Investition oder einer Investition, die auf erneuerbare Energien zurückgreift, müssen Folgendes ergeben:

— eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Unternehmen: Energieverbrauch in den letzten drei Jahren pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...) in physikalischen Einheiten (MWh, T,...). Die Umrechnungsfaktoren für die Konversion der in rohen physikalischen Einheiten ausgedrückten Energieträger in MWh Primärenergie werden vom Minister mitgeteilt;

— die Identifizierung und Begründung der Relevanz des ursprünglich untersuchten Projekts und seiner Varianten, insbesondere aufgrund der folgenden Kriterien:

— die technisch-wirtschaftliche Qualität;

— die Akzeptanz für das Unternehmen, insbesondere im Hinblick auf seine interne - Organisation und die erforderlichen Instandhaltungsmaßnahmen;

— die potentielle Verminderung des Primärenergieverbrauchs;

— die potentielle Verminderung der CO<sub>2</sub>-Emissionen;

Alle Arbeitshypothesen müssen deutlich erläutert werden.

Die Energiebilanzen, durch die ein allgemeiner Plan zur Verbesserung der Energieeffizienz erzielt wird, müssen Folgendes ergeben:

— eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Unternehmen: Energieverbrauch in den letzten drei Jahren pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...) in physikalischen Einheiten (MWh, kWh, T,...). Die Umrechnungsfaktoren für die Konversion der in rohen physikalischen Einheiten ausgedrückten Energieträger in MWh Primärenergie werden vom Minister mitgeteilt;

— Buchführung auf Ebene des jeweiligen Unternehmens des Energieverbrauchs und der Produktionsvolumen (in physikalischen Einheiten), pro Erzeugnis und gegebenenfalls pro Produktionslinie bzw. -stufe;

— Ausarbeiten von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;

— Identifizierung, Begründung und technisch-wirtschaftliche Bewertung der besten Projekte zur Verbesserung der Energieeffizienz und deren Varianten, insbesondere auf der Grundlage der folgenden Kriterien:

— die technisch-wirtschaftliche Qualität;

— die Akzeptanz für das Unternehmen, insbesondere im Hinblick auf seine interne Organisation und die erforderlichen Instandhaltungsmaßnahmen;

— die potentielle Verminderung des Primärenergieverbrauchs;

— die potentielle Verminderung der CO<sub>2</sub>-Emissionen.

— die Erstellung eines allgemeinen Plans zur Verbesserung der Energieeffizienz des Unternehmens, der von dem Unternehmen genehmigt und dargestellt wird;

Alle Arbeitshypothesen müssen deutlich erläutert werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. Mai 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS



## ANLAGE 2

## Lastenheft Energiebuchhaltung

## Zielsetzung

Die Energiebuchhaltung betrifft den gesamten Energieverbrauch eines Unternehmens und hat zum Ziel, die im Bereich der Energiebewirtschaftung zu treffenden Entscheidungen zu dokumentieren und zu begründen, indem insbesondere folgende Handlungen unternommen werden:

- die Sammlung, Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der für jedes Erzeugnis und pro Dienst oder Einheit verbrauchten Energieträger;
- die Aufstellung von Verbrauchsquoten pro Erzeugnis oder Dienst;
- eine Alarm- und Kontrollfunktion bei übermäßigem Energieverbrauch;
- die Bewertung der Auswirkungen der durchgeführten Maßnahmen.

## Anforderungen

Die Energiebuchhaltung muss Folgendes ermöglichen:

- die Arbeit mit physikalischen Einheiten, sowohl für die Energieverbrauchsdaten als für die Produktionsvolumen (unabhängig von den Preisen und Tarifen);
- das Ausarbeiten von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;
- eine Überwachung der Lage über die Zeit mit einer mindestens monatlichen Häufigkeit, so dass bei jedem übermäßigen Verbrauch oder abnormalen Zustand eine rasche Reaktion ermöglicht wird;
- die Berücksichtigung jeglicher bedeutenden Schwankung des Produktgemischs, des Produktionsniveaus, oder jeglicher Verfahrensänderung;
- Die Miteinbeziehung aller Stufen des Informationsmanagements: Erfassung und Verarbeitung der relevanten Daten, Bildung von operationellen Indikatoren, Mitteilung an die Personen, die im Stande sind, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, ständige Überwachung der Weiterentwicklung. Die Ergebnisse müssen u.a. auf die Verbesserung der Energieeffizienz und der Energiebilanz im Allgemeinen hinweisen.

Der Ablauf einer Energiebuchhaltung umfasst drei unterschiedliche Stufen:

- 4) die Datensammlung;
- 5) die Datenverarbeitung;
- 6) die Auslegung der Ergebnisse.

## 1. Die Datensammlung

Die Sammlung der Daten muss zur Identifizierung der Systeme und Verbrauchspunkte führen, indem die Anwendungen ggf. differenziert werden, so dass eine allgemeine Übersicht des Energieverbrauchs entsteht.

Jeder Verbrauchspunkt oder jede Produktionslinie muss durch folgende Angaben identifiziert werden:

- der Energieträger;
- die Energieanwendung (Heizung oder nicht);
- die Energiezufuhr (Zähler oder Lager);
- die physikalische Zählereinheit (Liter, m<sup>3</sup>, kg, kWh,...);
- der Multiplikator zwischen dem Index und der physikalischen Zählereinheit;
- der anzuwendende Multiplikator für die Standardisierung des Verbrauchs in MWh.

## 2. Die Datenverarbeitung

Die gemessenen Daten müssen derart registriert und verarbeitet werden, dass

- der Energieverbrauch standardmäßig mit einer selben Einheit ausgedrückt wird: der MWh;
- der Energieverbrauch in Primärenergie-Einheiten gerechnet wird;
- der Einfluss schlechter Wetterbedingungen in den Verbrauchsdaten beseitigt wird, indem diese auf eine als Referenz dienende Wetterlage aufgrund von Gradtagen zurückgebracht werden;
- die CO<sub>2</sub>-Emissionen für eine als Referenz dienende Klimalage berechnet werden;
- für jedes System und jeden Verbrauchspunkt Vergleichsquoten und eine Leistungstabelle erstellt werden, in denen der Nutzungsgrad der Gebäude und/oder Systeme berücksichtigt werden.

## 3. Auslegung der Ergebnisse

Um die Ergebnisse auszulegen und operative Schlussfolgerungen zu ziehen, ist eine gute Kenntnis der Gebäude und Systeme, auf die sich die Verbrauchspunkte beziehen, erforderlich.

Gegebenenfalls können mit den Ergebnissen insbesondere folgende Elemente festgestellt werden:

- Lese- und Kodierfehler oder plötzlicher übermäßiger Verbrauch;
- Regulierungsprobleme;
- allmählich vortretender Überverbrauch (mangelnde Wartung der Ausrüstungen,...);
- kostenlose Heizungsbeiträge während der warmen Saison;
- Vorhandensein von der Wetterlage unabhängiger Verbrauchsdaten;
- Erstellung eines normalen Haushaltsplans mit konstanten Energiekosten;
- Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse;
- ...

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30. Mai 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

## ANLAGE 3

FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG EINES ZUSCHUSSES  
FÜR DIE ERSTELLUNG EINER ENERGIEBILANZ ODER -BUCHHALTUNG**A. Auskünfte über die Gesellschaft, die die Gewährung des Zuschusses ersucht*****Bezeichnung des Unternehmens***

Betrieb:

Anschrift:

Postleitzahl/Gemeinde:

Telefon: .....

Fax: .....

***Für das Unternehmen zu zeichnen befugte Person***

Name/Vorname:

Funktion:

Telefon: .....

Fax: .....

E-Mail:

***Kontaktperson***

Name/Vorname:

Funktion:

Telefon: .....

Fax: .....

E-Mail:

***Kurze Beschreibung der Tätigkeiten der Gesellschaft oder der von dem Antrag betroffenen Abteilung******Antragsgegenstand (bitte nur ein Feld ankreuzen)***

- Energiebilanz, die auf den Nachweis der Relevanz einer Investition abzielt (Durchführbarkeitsvorstudie)
- Energiebilanz, durch die die Ausarbeitung eines allgemeinen Plans zur Verbesserung der Energieeffizienz außerhalb einer Branchenvereinbarung erzielt wird
- Energiebilanz, durch die die Ausarbeitung eines allgemeinen Plans zur Verbesserung der Energieeffizienz im Rahmen einer Branchenvereinbarung erzielt wird
- Energiebuchführung

**Verfügbare Informationen bezüglich des Energieverbrauchs der drei vergangenen Jahre, einschließlich was die Eigenerzeugung und Kraft/Wärme-Kopplung betrifft**

--

**B. Auskünfte über die für die Durchführung der Begutachtung vorgeschlagene Gesellschaft**

--

***Bezeichnung des Unternehmens***

Name (Gesellschaftsbezeichnung):
Anschrift:
Postleitzahl/Gemeinde:
Telefon: ..... Fax: .....

***Kontaktperson***

Name/Vorname:
Funktion:
Telefon: ..... Fax: .....
E-Mail:

***Referenzen und Unabhängigkeitskriterium***

--



**C. Begutachtung****Von dem Antragsteller dargestelltes Problem****Zielsetzungen hinsichtlich der rationellen Energieverwendung und der Reduzierung der CO<sub>2</sub>-Emissionen****Verwendete Methode und Mittel zur Erreichung der Zielsetzung je nach dem vorliegenden Problem****Gesamtkosten**

*Kostenvoranschlag der Begutachtung, der von der für deren Durchführung vermuteten Gesellschaft vorgelegt wird (exkl. MwSt.) mit folgenden Angaben:*

- Kosten für die Studien:*
- Leistungen an Ort und Stelle:*
- Messausrüstungen und Erwerb von Messgeräten:*
- Installationskosten*
- Ausbildungskosten zur Verwendung und Übermittlung der Ergebnisse*

**Durchführungszeitplan**

**D. Sonstige Zuschüsse**

Der Antragsteller muss die anderen Zuschüsse jeglichen Ursprungs melden, die er für den gleichen Gegenstand beantragt oder erhalten hat, und alle im Rahmen der "De minimis"-Beihilfen der europäischen Gemeinschaft erhaltenen Beihilfen, welcher Art auch immer, angeben.

**E. Angebot des Sachverständigen**

Angebot beifügen.

**F. Einsendeanschrift für den Antrag**

Ministère de la Région wallonne  
 Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie  
 Division de l'Energie  
 Avenue Prince de Liège 7  
 5100 JAMBES  
 Tel.: 081-33 55 06  
 Fax: 081-30 66 00  
 E-Mail: energie@mrw.wallonie.be

Gesehen, um dem Erlass vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 30 Mai 2002

Der Minister-Präsident,  
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
 J. DARAS

—  
 VERTALING

**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

N. 2002 — 2276

[C - 2002/27584]

**30 MEI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (« AMURE »)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 9 en 10;

Gelet op het decreet van 21 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1984 betreffende de verlening van subsidies voor een betere beheersing van het energieverbruik in de industrie;

Gelet op de ondertekening van het Protocol van Kyoto met het oog op het terugdringen van emissies van broeikasgas en op de noodzaak voor de Waalse Regering om zich geleidelijk naar deze internationaal opgelegde dwingende norm te schikken;

Gelet op het Belgisch Plan voor de vermindering van de emissies van CO<sub>2</sub>, goedgekeurd door de Waalse Regering op 30 juni 1994;

Gelet op het Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, goedgekeurd door de Waalse Regering op 9 maart 1995;

Overwegende dat de programma's met het oog op de verbetering van de energetische efficiëntie van de bedrijven en op een toenemend aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in de balans van de primaire energie gesteund moeten worden;

Gelet op de ondertekening van intentieverklaringen met industriesectoren met het oog op het voorbereiden van een sectorakkoord om de energetische efficiëntie van deze sectoren te verbeteren;

Overwegende dat de besluitvorming binnen de bedrijven moet worden bevorderd opdat ze hun energetische uitgaven beter zouden kunnen beheren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 november 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 december 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 7 december 2000 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemeen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Energie;

2° bedrijf : elke rechtspersoon van de privé-sector die landbouw-, industrie-, of dienstenactiviteiten uitoefent in het Waalse Gewest;

3° intentieverklaring : overeenkomst waarbij de partijen hun intantie bekendmaken om een sectorakkoord voor te bereiden, d.w.z. een overeenkomst waarbij een sector of een bedrijfstak en de bedrijven die er deel van uitmaken en die het wensen, zich ertoe verbinden in samenwerking met de overheid een doelstelling inzake de verbetering van de energetische efficiëntie na te leven;

4° energieboekhouding : boekhoudingsstelsel voor de energiestromen om ten eerste invulling te geven aan de beslissingen die moeten worden genomen inzake het energiebeheer, waarbij met name de verzameling, de behandeling en de mededeling van gegevens betreffende de energievectoren verbruikt voor elk product per dienst of eenheid worden gewaarborgd, ten tweede verbruiksratio's per product of dienst te bepalen en ten derde in voorkomend geval alarm te slaan en de overconsumptie inzake energie te controleren;

5° energetische efficiëntie : evaluatie van de mate waarin het energieverbruik leidt tot producten met toegevoegde waarde.

Het energieverbruik wordt in primaire energie uitgedrukt; de producten worden in fysieke eenheden uitgedrukt;

6° Bestuur : Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

7° haalbaarheidsvoorstudie : onderzoek naar de algemene technisch-economische eigenschappen van één of meer investeringen in een bepaalde context zonder verwijzing naar een bijzonder type of merk betreffende deze investeringen;

8° haalbaarheidsstudie : studie waardoor een bijzonder uitrustingstype of -merk precies kan worden afgemeten;

9° hernieuwbare energiebron : de hernieuwbare energiebron zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

10° kwaliteitswarmtekrachtkoppeling : de kwaliteitswarmtekrachtkoppeling zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

#### HOOFDSTUK II. — *Toelage voor een energie-audit*

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister toelagen toekennen aan de bedrijven om audits uit te voeren met het oog op de evaluatie van de relevantie van een energiebesparende investering of een investering die hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling gebruikt of resulterend in de opmaking van een globaal actieplan voor de verbetering van de energetische efficiëntie.

Deze audits stemmen overeen met het in bijlage 1 bij dit besluit gevoegde bestek.

**Art. 3.** De audits worden uitgevoerd door een deskundige aangewezen door het bedrijf onder de overeenkomstig artikel 8 van dit besluit erkende deskundigen. De aangewezen deskundige moet bovendien :

1° onafhankelijk zijn van het bedrijf en van de vennootschappen belast met de door de deskundige beschreven werken of investeringen;

2° niet de in het audit bedoelde energie- of uitrustingleverancier zijn;

3° referenties voorleggen als bewijs van zijn ervaring in de analyse van energieprestatievermogen van de processen of soortgelijke activiteiten.

**Art. 4.** Het bedrag van de toelage is gelijk aan 50 % van de in aanmerking komende kosten bepaald in door de Minister behoorlijk goedgekeurde auditkostenraming.

Voor de toepassing van dit artikel zijn de bedragen exclusief BTW.

De in aanmerking komende kosten zijn de voor de uitvoering van de studie nodige prestaties alsmede de kosten voor het huren of voor de leasing van de meetvoorzieningen die eventueel nodig zijn om deze doelstelling te bereiken. In geval van materiële investeringen komt slechts de haalbaarheidsvoorstudie in aanmerking. Uitsluitend worden de kosten inherent aan de latere haalbaarheidsstudie.

**Art. 5.** Voor de bedrijven die een intentieverklaring hebben ondertekend en wat betreft de opmaking van een globaal actieplan met het oog op de verbetering van de energetische efficiëntie, wordt het bedrag van de toelage berekend als volgt :

1° de toelage die op grond van de kostenraming van de deskundige wordt toegekend, kan prestaties die binnen het bedrijf worden uitgevoerd, dekken. Deze prestaties moeten geldig verklaard worden door de deskundige en als nodig beschouwd worden voor de uitvoering van het audit;

2° de toelage bedraagt 75 % van de in aanmerking komende kosten zoals bepaald in artikel 4.

**Art. 6.** De aanvraag om toelage zoals bepaald in bijlage 3 bij dit besluit wordt bij het bestuur vóór de uitvoering van het audit ingediend. Het bestuur beoordeelt de relevantie van de aanvraag om toelage op grond van de methodologie en van de voorgestelde technische strengheid, de aanpassing van het te onderzoeken project aan de context van het bedrijf, de raming van de potentiële vermindering van het verbruik van primaire energie en van de Co<sub>2</sub>-emissies die de investeringen of de te onderzoeken projecten a priori als gevolg zouden kunnen hebben.

**Art. 7.** De toelage wordt vereffend op grond van een door het bedrijf afgegeven aangifte van schuldvorderingen samen met de bewijsstukken van de uitgaven en na goedkeuring door de Minister van het laatste auditverslag. Dit verslag bevat minstens drie afzonderlijke hoofdstukken betreffende de volgende onderwerpen : energetische en economische parameters van het gecontroleerde voorwerp, analyse van deze parameters en van de relevantie van het gecontroleerde voorwerp ten opzichte van alternatieve voorstellen, besluiten van de deskundige, met name in organisatietermen voor het bedrijf, wat betreft het onderhoud van het gecontroleerde voorwerp, de werking van het gecontroleerde voorwerp en de desbetreffende investeringen. Dit laatste verslag moet overgemaakt worden aan het bestuur binnen een termijn van hoogstens één jaar te rekenen van de datum waarop de toelagelofte door de Minister is toegekend.

**Art. 8.** § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon mag een aanvraag om erkenning als deskundige in energie-audits indienen. Deze aanvraag moet bij aangetekend schrijven ingediend worden bij het bestuur.

De aanvraag om erkenning bevat de volgende gegevens :

- de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- de titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager op het gebied van energie-audits;
- de technische middelen en de samenwerkingen waarover de aanvrager beschikt.

§ 2. De Minister beslist over de aanvraag om erkenning na advies van het Bestuur dat bevoegd is om de aanvrager te horen. De beslissing tot erkenning wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De erkenning wordt verleend voor drie jaar. Ze kan verlengd worden op grond van een aanvraag om hernieuwing ingediend vóór de vervaldatum van de erkenning. In dit geval wordt ze verlengd tot het ogenblik waarop de Minister over de aanvraag om hernieuwing heeft beslist.

§ 3. Wanneer het Bestuur tekortkomingen inzake technische kennis, methodologie en strengheid of op het gebied van de kwaliteit van het auditverslag uit hoofde van de erkende deskundige vaststelt, wordt laatstgenoemde opgeroepen. Na de deskundige te hebben gehoord, stelt het Bestuur in voorkomend geval de toezending van een waarschuwing of de voorlopige of definitieve intrekking van de erkenning als erkende auditeur aan de Minister voor. De Minister beslist op eensluidend advies van het Bestuur. De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK III. — *Toelage voor de beroepsverbonden*

**Art. 9.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister toelagen toekennen aan beroepsverbonden van bedrijven die deel uitmaken van dezelfde bedrijfstak en die zich ertoe verbinden handelingen betreffende een significant aantal bedrijven die bij het verbond zijn aangesloten, te voeren met het oog op een verbetering van de energetische efficiëntie van de hele sector. Het percentage van de toelage is gelijk aan 100 % van de in aanmerking komende uitgaven.

Alleen de uitgaven betreffende de prestaties met het oog op de bevordering van de verbetering van de energetische efficiëntie van de hele sector worden in aanmerking genomen. Voor de toepassing van dit artikel zijn de bedragen exclusief BTW.

**Art. 10.** De aanvraag om toelage wordt bij het Bestuur vóór de uitvoering van de prestaties ingediend. Het Bestuur beoordeelt de relevantie van het arbeidsvoorstel met name inzake het effect op de inzet van de aangesloten bedrijven m.b.t. hun energiebeheer en inzake de verbetering van de energetische efficiëntie van deze bedrijven.

**Art. 11.** De toelage wordt vereffend op grond van een door het verbond afgegeven aangifte van schuldvorderingen samen met de bewijsstukken van de uitgaven en na goedkeuring door de Minister van een verslag waarin de werkelijk uitgevoerde handelingen worden vermeld. Het laatste verslag moet overgemaakt worden aan het Bestuur binnen een termijn van hoogstens drie jaar te rekenen van de datum waarop de toelagelofte door de Minister is toegekend.

#### HOOFDSTUK IV. — *Energieboekhouding*

**Art. 12.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister toelagen toekennen aan bedrijven om een systeem voor een analytische energieboekhouding overeenstemmend met het in bijlage 2 bij dit besluit bedoelde bestek te implementeren.

**Art. 13.** Het bedrag van de toelage is gelijk aan 50 % van de in aanmerking komende kosten op grond van een kostenraming die behoorlijk door de Minister is goedgekeurd. De in aanmerking komende kosten betreffende de levering, de aanleg, de installatie en de aansluiting van de meetinstrumenten, hun accessoires, de bedrading, de elektrische schakelkasten, met inbegrip van de apparatuur die nodig is voor de eventuele teledienst, de apparatuur voor de opneming van de gegevens en de software voor de verzameling, de analyse en de validatie van de gegevens alsmede de vormingskosten betreffende het gebruik van het systeem, de communicatie en de aanwending van de resultaten ervan.

Voor de toepassing van dit artikel zijn de bedragen exclusief BTW.

**Art. 14.** De aanvraag om toelage zoals bepaald in bijlage 3 bij dit besluit wordt bij het Bestuur ingediend vóór elke uitvoering van de taken.

**Art. 15.** De toelage wordt vereffend op grond van een door het bedrijf afgegeven aangifte van schuldvorderingen samen met de bewijsstukken van de uitgaven en na goedkeuring door de Minister van een laatst verslag waarin gewag wordt gemaakt van de in het bedrijf gevoerde kwaliteitsenergieboekhouding. Dat verslag moet overgemaakt worden aan het bestuur binnen een termijn van hoogstens twee jaar te rekenen van de datum waarop de toelagelofte door de Minister is toegekend.

#### HOOFDSTUK V. — *Toelage voor de technische erkenning*

**Art. 16.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister toelagen toekennen aan de bedrijven die om een technische erkenning verzoeken voor één van hun producten die bijdragen tot een beter beheer van het energieverbruik.

Het percentage van de toelage is gelijk aan 50 % van de kosten die de erkenningsprocedure nodig maakt, zoals de technische proefkosten en de kosten voor het aanleggen van het dossier.

**Art. 17.** De aanvraag om toelage wordt bij het bestuur ingediend vóór elke uitvoering van de taken.

#### HOOFDSTUK VI. — *Gemeenschappelijke minimis-regels*

**Art. 18.** Dit besluit is onderworpen aan de minimis-regels bedoeld in artikel 2 van de Verordening nr. 69/2001 van de Europese commissie van 12 januari 2001.

De Minister bepaalt de modaliteiten betreffende de naleving van de minimis-regels en de verplichting van de begunstigde om het bestuur in kennis te stellen van elke openbare tegemoetkoming gekregen binnen een periode van drie jaar vóór de datum van toekenning van de toelage en binnen drie jaar na deze toekenning.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002, datum waarop het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1984 betreffende de verlening van subsidies voor een betere beheersing van het energieverbruik in de industrie wordt opgeheven.

**Art. 20.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 mei 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

## BIJLAGE 1

Minimum bestek voor een energie-audit met het oog op de evaluatie van de relevantie van een energiebesparende investering of van een investering die hernieuwbare energieën of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling gebruikt of resulterend in de opmaking van een globaal plan voor de verbetering van de energetische efficiëntie

## Doel

Energie-audit met het oog op de evaluatie van de relevantie van een energiebesparende investering of een investering die hernieuwbare energieën of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling gebruikt (haalbaarheidsvoorstudie)

Het energie-audit heeft als doel de bedrijven in staat te stellen de relevantie te beoordelen van een investering die energie rationeler gebruikt of die het gebruik van hernieuwbare energie ontwikkelt.

Energie-audit resulterend in de opmaking van een globaal plan voor de verbetering van de energetische efficiëntie

Het energie-audit heeft als doel te resulteren in de opmaking van een globaal actieplan voor de verbetering van de energetische efficiëntie van het bedrijf. Dit actieplan bevat alle maatregelen die het bedrijf gedurende de volgende jaren zal treffen, met inbegrip van de investeringen, waardoor deze doelstelling kan worden bereikt. Het bevat een becijferde evaluatie van de efficiëntie van elke maatregel (vermindering van de energieverbruiken, kosten) alsmede een tijdschema waarin de spreiding van de investeringen wordt bepaald.

## Eisen

De energie-audits met het oog op de evaluatie van de relevantie van een energiebesparende investering of van een investering die hernieuwbare energieën gebruikt moeten leiden tot :

- de globale analyse van de energiestromen van het bedrijf : energieverbruik voor de laatste drie jaar per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, kool, enz.) in fysieke eenheden (Mwh, T,...). De conversiefactoren in Mwh van de primaire energie van de energievectoren uitgedrukt in fysieke bruto-eenheid zullen worden medegedeeld door de Minister;

- de identificatie en de rechtvaardiging van de relevantie van het oorspronkelijk geanalyseerd ontwerp en van zijn varianten naar gelang van de volgende criteria :

- de technisch-economische kwaliteit;

- de aanvaardbaarheidsgraad in het bedrijf met name t.o.v. van zijn interne organisatie en van de vereiste onderhoudactiviteiten;

- de potentiële vermindering van het verbruik van primaire energie;

- de potentiële vermindering van CO<sup>2</sup>-emissies.

Alle werkhypothesen moeten duidelijk vermeld worden.

De energie-audits resulterend in de opmaking van een globaal plan voor de verbetering van de energetische efficiëntie moeten leiden tot :

- de globale analyse van de energiestromen van het bedrijf : energieverbruik voor de drie laatste jaren per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, kool, enz.) in fysieke eenheden (Mwh, T,...). De conversiefactoren in Mwh van de primaire energie van de energievectoren uitgedrukt in fysieke bruto-eenheid zullen worden medegedeeld door de Minister;

- de jaarlijkse boekingswijze, op schaal van het bedrijf, van het energieverbruik en van productievolumes (in fysieke eenheden) per product en eventueel per productielijn en/of -fase;

- de uitwerking van indicatoren op grond met name van het specifieke verbruik;

- de identificatie, de rechtvaardiging en de technisch-economische evaluatie van de beste ontwerpen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en van zijn varianten naar gelang van de volgende criteria :

- de technisch-economische kwaliteit;

- de aanvaardbaarheidsgraad in het bedrijf met name t.o.v. van zijn interne organisatie en van de vereiste onderhoudactiviteiten;

- de potentiële vermindering van het verbruik van primaire energie;

- de potentiële vermindering van CO<sub>2</sub>-emissies.

- de opmaking van een door het bedrijf goedgekeurd en voorgelegd globaal plan voor de verbetering van energetische efficiëntie van het bedrijf.

Alle werkhypothesen moeten duidelijk vermeld worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector.

Namen, 30 mei 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

## BIJLAGE 2

## Bestek inzake de energieboekhouding

## Doel

De energieboekhouding is van toepassing op het gehele energieverbruik van een bedrijf en heeft tot doel invulling te geven aan de beslissingen die moeten worden genomen inzake het energiebeheer met waarborg met name van :

- de verzameling, de behandeling en de mededeling van gegevens betreffende de energievectoren verbruikt voor elk product per dienst of eenheid;
- de bepaling van verbruiksratio's per product of dienst;
- een alarmfunctie en een controle op de overconsumptie inzake energie;
- de beoordeling van het effect van de uitgevoerde maatregelen.

## Eisen

De energieboekhouding moet hetgeen volgt mogelijk maken :

- het werk in fysieke eenheden voor het energieverbruik en de productievolumen (onafhankelijkheid van de prijzen en tarieven);
- de uitwerking van indicatoren op grond met name van het specifieke verbruik;
- een opvolging van de toestand in de tijd met minstens een maandelijks frequentie, waarbij snel kan worden gereageerd op elke overconsumptie, onregelmatigheid,...
- de overweging van elke belangrijke verandering van het productenpakket, van het productieniveau, van het procédé;
- de invoering van alle fasen van het informatiebeheer : verzameling en behandeling van relevante gegevens, de uitwerking van operationele indicatoren, mededeling aan de personen die maatregelen zouden kunnen treffen, onafgebroken opvolging van de ontwikkeling. De resultaten moeten met name voorgelegd worden in de vorm van een verbetering van de energetische efficiëntie en van de energetische balans.

De werking van een energieboekhouding omvat drie afzonderlijke fasen :

- 1) verzameling van gegevens;
- 2) behandeling van gegevens;
- 3) uitlegging van de resultaten.

## 1. Verzameling van gegevens

De verzameling van gegevens moet de systemen en consumptiepunten kunnen identificeren met in voorkomend geval onderscheiding van de gebruiken, waarbij een overzicht van de verbruiken wordt gegeven.

Elk consumptiepunt of elke productielijn moet geïdentificeerd worden door :

- de gebruikte energievectoren,
- het energiegebruik (verwarming al dan niet inbegrepen),
- de voorzieningswijze (meter of opslag),
- de fysieke maateenheid (liter, m<sup>3</sup>, kg, kwh,...)
- de vermenigvuldigingscoëfficiënt tussen de index en de fysieke maateenheid;
- de vermenigvuldigingscoëfficiënt om het verbruik in Mwh te normaliseren.

## 2. De behandeling van gegevens

De gemeten gegevens moeten opgenomen en behandeld worden zodat :

- de energieverbruiken in dezelfde energie-eenheid, te weten in Mwh, worden genormaliseerd;
- de energieverbruiken in primaire energie-eenheid worden berekend;
- de invloed van de strengheid van het klimaat in de verbruiksopgaven wordt verwijderd door die terug te brengen tot de klimatologische referentietoestand op grond de graaddagen;
- de CO<sub>2</sub>-emissies voor een klimatologische referentietoestand worden berekend;
- voor elk consumptiesysteem en -punt vergelijkingsratio's worden vastgelegd en zodat een tabel van het prestatievermogen wordt opgemaakt met inachtneming van het percentage van het gebruik van de gebouwen en/of systemen.

## Uitlegging van de resultaten

Om de resultaten uit te leggen en om de operationele conclusies te trekken is het nodig de gebouwen en systemen waartoe de consumptiepunten betrekking hebben, goed te kennen.

Met de resultaten kunnen de volgende elementen in voorkomend geval worden waargenomen :

- lees- en coderingsfout of onverwachte consumptiedrift;
- regelingsproblemen;
- geleidelijke consumptiedrift (gebrek aan onderhoud van de uitrustingen,...);
- kosteloze verwarmingsvoorziening tijdens het zachte seizoen;
- verbruik onafhankelijk van de strengheid van het klimaat;
- vaststelling van een normale begroting tegen constante energiekosten;
- beoordeling van de besparingen voortvloeiend uit de uitgevoerde projecten;
- ...

De resultaten moeten op duidelijke wijze voorgelegd worden en moeten begrepen en uitgelegd worden door niet-gespecialiseerde personen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector.

Namen, 30 mei 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS



## BIJLAGE 3

FORMULIER VOOR DE AANVRAAG OM TOELAGE MET HET OOG OP HET UITVOEREN  
VAN EEN AUDIT OF EEN ENERGIE-BOEKHOUDING

**A. Inlichtingen betreffende het bedrijf****Benaming van het bedrijf dat om de toekenning van de toelage verzoekt**

Bedrijf :

Adres :

Postcode/plaats :

Telefoon : .....

Fax : .....

**Persoon die gemachtigd is om het bedrijf te verbinden**

Naam/Voornaam :

Functie

Telefoon : .....

Fax : .....

E-Mail :

**Contactpersoon**

Naam/Voornaam :

Functie :

Telefoon : .....

Fax : .....

E-Mail :

**Korte beschrijving van de activiteiten van het bedrijf of van de afdeling die om de aanvraag verzoekt****Doel van de aanvraag (één vak aanstippen)**

- Energie-audit met het oog op de evaluatie van de relevantie van een investering (haalbaarheidsvoorstudie )
- Energie-audit resulterend in de opmaking van een globaal plan voor de verbetering van de energetische efficiëntie, buiten een sectorakkoord
- Energie-audit resulterend in de opmaking van een globaal plan voor de verbetering van de energetische efficiëntie, in het kader van een sectorakkoord
- Energieboekhouding

**Beschikbare gegevens betreffende de energieverbruiken van de drie laatste jaren met inbegrip van de zelfopwekking en warmtekrachtkoppeling**

**B. Inlichtingen betreffende het bedrijf dat wordt voorgedragen om tot de expertise over te gaan****Benaming van het bedrijf**

Naam (handelsnaam) :
Adres :
Postcode/plaats :
Telefoon : ..... Fax :

**Contactpersoon**

Naam/Voornaam :
Functie :
Telefoon : ..... Fax : .....
E-Mail :

**Referenties en onafhankelijkheidscriteria**

--



**C. Expertise*****Door de aanvrager gesteld probleem******Doelstellingen inzake het rationele energiegebruik en de vermindering van de CO<sub>2</sub>-emissies******Methode en middelen gebruikt om de doelstelling te bereiken naar gelang van het gestelde probleem******Totale kosten***

*Kostenraming van de expertise voorgesteld door het bedrijf voorgedragen om deze expertise uit te voeren (exclusief BTW), waarvan :*

- studiekosten :*
- prestaties op de site :*
- meetuitrustingen en aankoop van meetapparatuur :*
- installatiekosten*
- vormingskosten betreffende het gebruik en de mededeling van de resultaten*

***Uitvoeringsprogramma***

**D. Andere toelagen**

De aanvrager moet de andere toelagen, ongeacht de oorsprong, die hij heeft aangevraagd en/of gekregen voor hetzelfde voorwerp verklaren en alle hulpen, ongeacht de aard, die hij in het kader van de minimis van de Europese Commissie heeft genoten, aanwijzen.

**E. Aanbod van de deskundige**

Bij te voegen aanbod.

**F. Adres waaraan de aanvraag moet worden gestuurd**

Ministère de la Région wallonne  
Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Energie  
Division de l'Energie  
Avenue Prince de Liège 7  
5100 JAMBES  
Tel. : 081-33 55 06  
Fax : 081-30 66 00  
E-Mail : energie@mrw.wallonie.be

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector.

Namen, 30 mei 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2002 — 2277

[C - 2002/31119]

**20 DECEMBRE 2001. — Arrêté 2001/1094 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil**

Le Collège de Commission communautaire française,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

Vu l'avis de la Section Hébergement du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé donné le 18 décembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 21<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'octroyer un délai complémentaire aux maisons d'accueil afin de se conformer aux normes architecturales et ce dans l'attente de l'adoption d'une législation permettant de leur accorder un soutien financier à cet effet;

Considérant la nécessité d'informer au plus vite les maisons d'accueil du délai qu'il leur est accordé pour se conformer aux normes architecturales;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

Après délibération;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 57, second alinéa, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « trois ans ».